

**Israël et territoires palestiniens -  
Statut de Jérusalem - Déclaration  
conjointe de M. Emmanuel Macron,  
président de la République et de M.  
Mahmoud Abbas, président de  
l'État de Palestine - Propos de M.  
Macron**

(Paris, 22 décembre 2017)

Mesdames, Messieurs,

Je me suis donc entretenu à l'instant avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, quelques mois après notre dernière rencontre du 5 juillet à Paris. Et nous avons eu évidemment ces dernières semaines, tout particulièrement, de nombreux échanges téléphoniques.

Je veux vraiment remercier le président pour sa présence ici à Paris aujourd'hui et l'échange très fructueux que nous venons d'avoir, dans un contexte grave et quelques jours après l'échange que j'ai eu avec le roi Abdallah II de Jordanie.

La question israélo-palestinienne a été évidemment au coeur de nos échanges. J'ai rappelé au président Abbas que je n'approuvais pas la décision prise par le président américain sur Jérusalem. Et je réaffirme ici mon attachement au droit international, à la relance d'un processus politique et l'objectif qui est d'instaurer une paix juste, durable, essentielle à la stabilité entre Israéliens et Palestiniens.

Et cette paix, elle ne peut exister que par la négociation entre les deux parties, que nous pouvons faciliter, que nous pouvons aider à devenir, mais à laquelle nous ne pouvons nous substituer.

Sur ce point, je veux être très clair, il n'y a pas d'alternative à la solution des deux États ; et pas de solution des deux États sans accord entre les parties sur Jérusalem.

Vous l'avez vu ces dernières semaines lors des réunions de la Ligue arabe, de l'organisation de coopération islamique, du conseil de sécurité des Nations unies, de l'Assemblée générale des Nations unies, les aspirations du peuple palestinien ont un écho fort, constant au sein de la communauté internationale.

La Palestine n'est pas seule et nous ferons en sorte qu'elle vive dans des frontières sûres et reconnues, en sécurité au côté d'Israël et avec Jérusalem comme capitale des deux États.

Je sais aujourd'hui que les manifestations se poursuivent et je souhaite remercier le président Abbas pour son engagement en faveur de l'apaisement. Dès le début, il a fait preuve d'un très grand esprit de responsabilité et a appelé au calme. La France récuse toute violence d'où qu'elle émane et appelle à la retenue.

La France est l'amie de la Palestine et nous nous tiendrons à ses côtés dans les prochains mois, comme nous l'avons été lors des dernières semaines à New York, à Bruxelles, à Istanbul, avec le souhait qui est le nôtre de poursuivre un dialogue et un travail constructif avec Israël.

C'est pour cela que lorsqu'il y a quelques jours j'ai reçu le Premier ministre israélien, je lui ai demandé des gestes courageux afin de contribuer à la reprise des négociations. Je crois que c'est le rôle de la France d'être tout à la fois attachée à la stabilité et la sécurité dans la région, la place de la Palestine et la sécurité des Palestiniens et la sécurité pour les Israéliens.

J'ai demandé en effet au Premier ministre israélien de contribuer à la reprise des négociations. Je lui ai demandé ici même publiquement l'arrêt de la colonisation qui mine toute perspective de souveraineté palestinienne et la volonté de préserver un horizon politique crédible.

Cet horizon politique, il sera nourri aussi par le processus en cours, et que vous appelez de vos vœux, de la réconciliation inter-palestinienne. Nous l'avons également évoqué avec le président, j'attache beaucoup d'importance à ce processus et je sais toute l'énergie que vous y déployez. La France a salué l'accord du Caire entre le Hamas et le Fatah et les efforts qui ont suivis. Ils doivent être poursuivis afin de permettre le retour effectif de l'Autorité palestinienne à Gaza.

Cet engagement pour la paix est essentiel dans la période qui s'ouvre devant nous. Et je renouvelle ici l'appel au calme, à la responsabilité de tous et toutes, en particulier dans les lieux saints, au moment où des fêtes religieuses importantes s'annoncent.

Cet appel à la paix et la responsabilité, c'est aussi la volonté qui est la nôtre de maintenir un espoir chez chacun, un espoir pour qu'il y ait une solution politique à portée de main qui permette une stabilité durable.

Sur l'ensemble de la question israélo-palestinienne, la France et l'Union européenne resteront mobilisées, afin d'accompagner chacune des parties dans la négociation et sur la voie d'une solution juste et équilibrée.

Le 22 janvier, le président Abbas se rendra à Bruxelles. À cette occasion l'Union européenne et l'Autorité palestinienne pourront approfondir leurs relations à l'aune des récentes évolutions.

En 2018, l'agenda bilatéral sera aussi riche, je me rendrai sur place en Palestine et en Israël afin de poursuivre nos échanges, notamment sur le processus de paix.

Le Premier ministre se rendra également dans la région pour conduire la seconde édition du séminaire intergouvernemental. Et à cette occasion, la France et la Palestine renforceront leurs liens de soutien et d'amitié.

Je vous remercie et merci à nouveau Monsieur le Président pour votre présence et votre engagement./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)